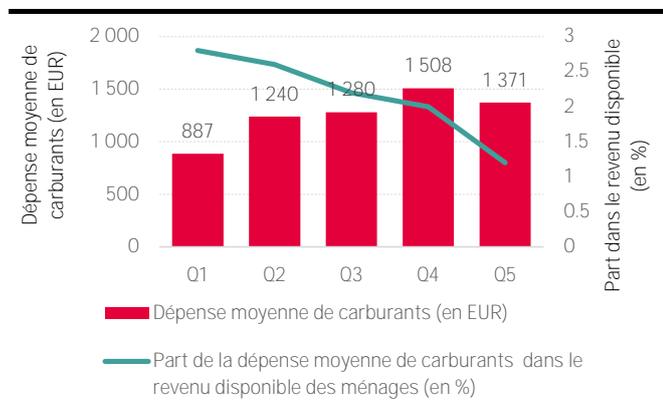


Les dépenses de carburant ponctionnent davantage le budget des plus démunis

La transition énergétique rend indispensable un regard plus approfondi sur la consommation de carburants et les modes de transport des ménages. Selon les données de l'enquête sur le budget des ménages [EBM], les dépenses moyennes annuelles s'élèvent en 2017 à 1 260 EUR pour le carburant lié au transport individuel, à 420 EUR pour le mazout et à 100 EUR pour le transport public sur le territoire national. Ces valeurs moyennes varient néanmoins fortement en fonction des caractéristiques des ménages.

Plus les moyens financiers des ménages sont faibles, moins ils consomment en moyenne de carburants (diesel et essence). Mais la part du revenu disponible que les ménages destinent à l'achat de carburants est 2,3 fois plus importante pour les 20% des ménages les moins aisés (2,8%) que pour les 20% des ménages les plus aisés (1,2%). Les ménages aux faibles moyens financiers peuvent donc ressentir les dépenses en carburants comme un fardeau plus lourd pour leur budget.

LES CARBURANTS PÈSENT PLUS LOURD DANS LE REVENU DES MÉNAGES MODESTES



Source : STATEC, EBM 2016-2018.

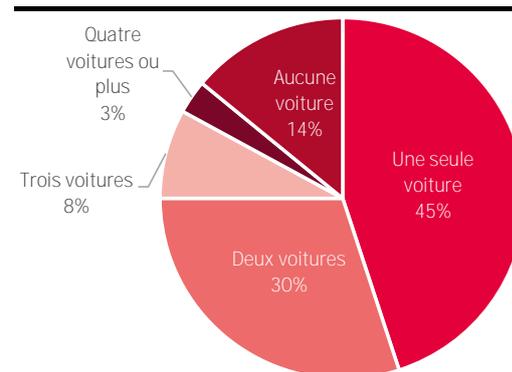
Champ : ensemble des ménages résidents.

Note : Les ménages du quintile 1 (Q1) sont les 20% les moins aisés et ceux du quintile 5 (Q5) sont les 20% les plus aisés. Une définition du revenu équivalent des ménages et des quintiles (Q1 à Q5) se trouve à la fin de ce document.

Luxembourg, paradis automobile...

Si les dépenses moyennes en carburants sont élevées, cela s'explique en premier lieu par un important taux d'équipement automobile. 86% des ménages résidents possèdent au moins une voiture. Comparé aux pays voisins, ce taux est élevé : la part de ménages ayant au moins une voiture atteint 82% en Belgique (STATBEL, 2017), 81% en France métropolitaine (INSEE, 2018), et 78% en Allemagne (DESTATIS, 2018). Selon les données de l'enquête EU-SILC en 2017, qui tiennent compte également des voitures de fonction que les ménages peuvent utiliser à des fins privées, le taux d'équipement automobile au Luxembourg est même de 88%. Un nombre élevé de voitures par ménage contribue aussi à des dépenses moyennes substantielles en carburant : plus de 40% des ménages en possède deux ou plus, alors que ce taux est de 35% en France (INSEE, 2018).

TROIS QUARTS DES MÉNAGES POSSÈDENT UNE OU DEUX VOITURES



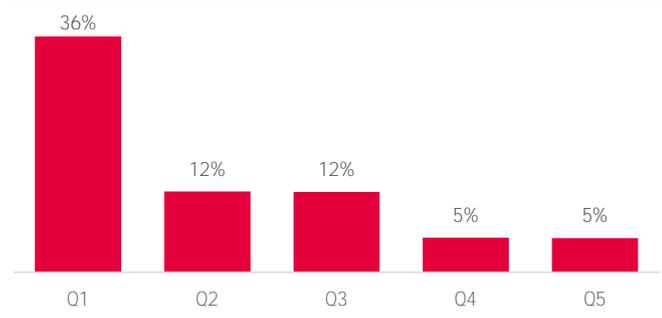
Source : STATEC, EBM 2016-2018.

Champ : ensemble des ménages résidents.

...mais 36% des ménages les plus modestes ne disposent pas de voiture, souvent faute de moyens financiers

Si la possession d'au moins une voiture est quasi universelle chez les 40% des ménages les plus aisés, au sein des 20% des ménages les moins aisés, 1 ménage sur 3 ne possède pas de voiture. Cela explique les plus faibles dépenses moyennes du 1^{er} quintile pour le carburant : les plus démunis ne possèdent souvent pas de voiture et ne dépensent donc pas non plus pour les carburants.

PLUS D'UN TIERS DES MÉNAGES MODESTES NE POSSÈDENT PAS DE VOITURE



Source : STATEC, EBM 2016-2018.

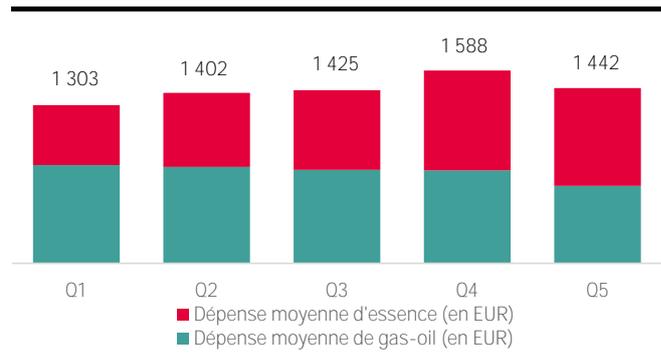
Champ : ensemble des ménages résidents.

Selon les résultats de l'enquête EU-SILC en 2017, parmi tous les ménages qui ne possèdent pas de voiture, seulement 27% indiquent que le manque de moyens financiers en est la raison principale. Toutefois ce taux varie sensiblement selon le niveau de vie des ménages qui ne possèdent pas de voiture : aucun des ménages des quintiles 4 et 5 (les 40% les plus aisés) ne cite des contraintes financières, alors que 45% des ménages du premier quintile (les 20% les moins aisés) ne peuvent pas s'en offrir une en raison de difficultés financières.

Les ménages avec voiture(s) ont dépensé 1 440 EUR en moyenne pour le carburant

Les ménages avec voitures consacrent en moyenne 2% de leur revenu aux carburants. Cela correspond à une charge annuelle moyenne de 1 440 EUR, avec une part prépondérante du diesel par rapport à l'essence (respectivement 750 EUR et 690 EUR). La part du diesel est plus élevée chez les ménages modestes. Les dépenses en carburants augmentent par ailleurs avec le niveau de vie : de 1 300 EUR pour le Q1 à 1 590 EUR pour le Q4 (+18%). Les ménages les plus aisés (Q5) ont cependant des dépenses légèrement moindres, parce qu'ils disposent plus souvent de voitures de fonction dont les dépenses en carburants sont, au moins partiellement, prises en charge par l'employeur et parce que ces ménages sont proportionnellement plus nombreux à habiter le canton de Luxembourg.

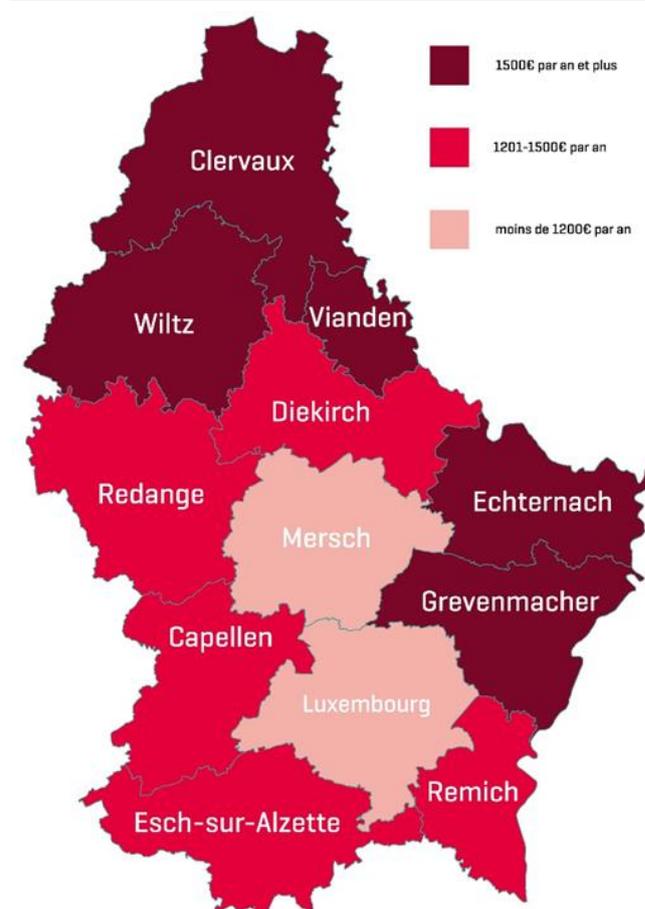
LES DÉPENSES EN CARBURANT AUGMENTENT AVEC LE REVENU, SAUF POUR LES PLUS AISÉS



Source : STATEC, EBM 2016-2018.

Champ : ménages résidents possédant au moins une voiture.

LA DÉPENSE EN CARBURANTS EST PLUS IMPORTANTE POUR LES MÉNAGES DES CANTONS PÉRIPHÉRIQUES



Source : STATEC, EBM 2016-2018.

Champ : ménages résidents possédant au moins une voiture.

La consommation de carburants augmente avec l'éloignement de la ville de Luxembourg

En moyenne, les ménages résidents du canton de Wiltz qui possèdent au moins une voiture dépensent 1.7 fois plus pour le carburant lié au transport individuel (1 675 EUR) que les résidents

de Luxembourg ville (985 EUR). En termes relatifs, la part du revenu destinée aux carburants est de 2.7% pour les habitants du canton de Wiltz, contre seulement 1.3% pour ceux de Luxembourg ville (voir carte précédente).

Les ménages avec enfants à charge possèdent plus souvent des voitures et consomment plus de carburants

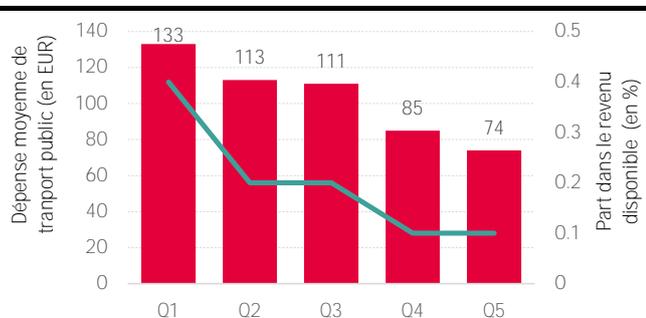
95% des ménages ayant des enfants à charge possèdent au moins une voiture contre 81% des ménages sans enfants. La dépense moyenne annuelle pour le carburant liée au transport individuel des familles possédant au moins une voiture et ayant des enfants est de 1 650 EUR, celle des ménages sans enfants est de 1 295 EUR. Les premiers dépensent donc en moyenne 355 EUR par an de plus que les derniers. La part de la dépense par tête dans le revenu des ménages avec enfants (7.9%) est aussi nettement supérieure à celle correspondant aux ménages sans enfants (3.4%).

Les ménages modestes recourent davantage au transport public

37% des ménages ont déclaré des dépenses liées au transport public au Grand-Duché. Ce pourcentage sous-estime certainement l'utilisation du transport public sur le territoire national, car certains résidents (par exemple les jeunes de moins de 20 ans, les étudiants de moins de 30 ans ou encore les bénéficiaires du REVIS) jouissent déjà de la gratuité du transport public. Le taux de ménages ayant des dépenses de transport public varie peu selon le niveau de vie parce qu'entre 2016 et 2018 la gratuité profitait davantage aux ménages moins aisés. On peut donc entrevoir un recours plus fréquent au transport public par les ménages plus modestes. De plus, la part des ménages qui n'encourent aucune dépense pour le transport individuel mais uniquement des dépenses de transport public est de 17% au Q1, et elle baisse progressivement à 7% (Q2), 5% (Q3), 4% (Q4) et enfin à 2% (Q5).

À la fois en Euros et en valeur relative, la dépense moyenne de transport public diminue avec l'aisance financière des ménages (voir le graphique ci-dessous).

UN USAGE PLUS INTENSE DES TRANSPORTS PUBLICS PAR LES MÉNAGES LES MOINS AISÉS

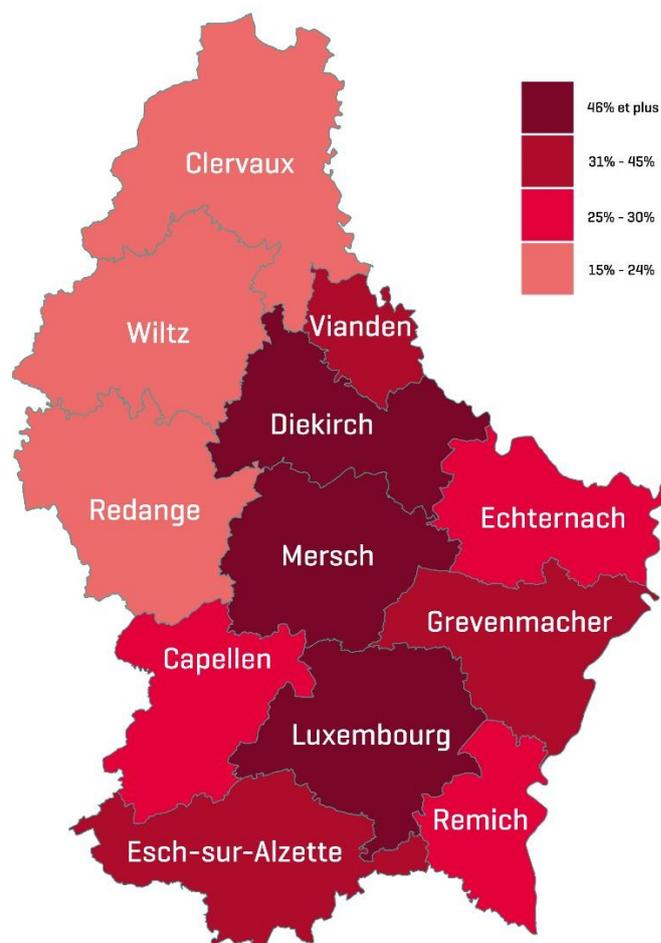


Source : STATEC, EBM 2016-2018.
Champ : ensemble des ménages résidents.

Les dépenses de transport public varient selon le lieu de résidence

Les ménages résidant à Luxembourg-ville sont 47% à déclarer des dépenses pour les transports en commun, un taux supérieur à celui de 25% qui caractérise les habitants de l'ensemble des cantons limitrophes (Clervaux, Wiltz, Vianden, Redange, Echternach et Remich).

LA PART DE MÉNAGES AYANT DES DÉPENSES DE TRANSPORT PUBLIC EST LA PLUS ÉLEVÉE DANS LES CANTONS DE DIEKIRCH, MERSCH ET LUXEMBOURG



Source : STATEC, EBM 2016-2018.

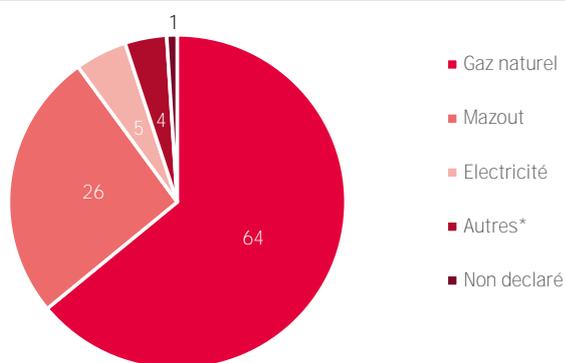
Champ : ensemble des ménages résidents.

25% des habitants de la capitale n'ont d'ailleurs pas de voiture contre 11% de ceux résidant hors la ville de Luxembourg (et 14% des ménages au niveau national). Différentes raisons pourraient expliquer cet écart : les habitants de Luxembourg-ville profitent d'une plus grande proximité de certains services, éventuellement aussi de leur lieu de travail, et l'offre de transport public est probablement plus attractive. Mais à Luxembourg-ville les habitants sont aussi plus jeunes en moyenne, ce qui conduit à un effet de structure, puisque les ménages jeunes sont « seulement » 8 sur 10 à posséder une voiture, contre près de 9 ménages sur 10 pour les ménages dont la personne de référence est âgée de plus de 35 ans.

26% des ménages chauffent encore leur logement au mazout

Le chauffage des logements au mazout est toutefois en perte de vitesse, notamment pour les logements construits après 2011 : si 25% des logements construits entre 1996 et 2010 ont recours au mazout comme combustible de chauffage, leur part n'est plus que de 8% pour la période après 2011. Cette baisse est liée aux normes d'efficacité énergétique plus strictes introduites pour les bâtiments à destination d'habitation ces dernières années au Luxembourg. Le moindre recours au mazout a pour contrepartie une hausse de la part des logements chauffés principalement à l'électricité (pompes à chaleur etc.). Celle-ci atteint 8% pour les logements construits après 2011.

LES MÉNAGES RECOURENT EN PREMIER LIEU AU GAZ NATUREL POUR CHAUFFER LEUR LOGEMENT



*Briquettes, charbons, copeaux de bois, pellets, hydrocarbures liquéfiés etc.

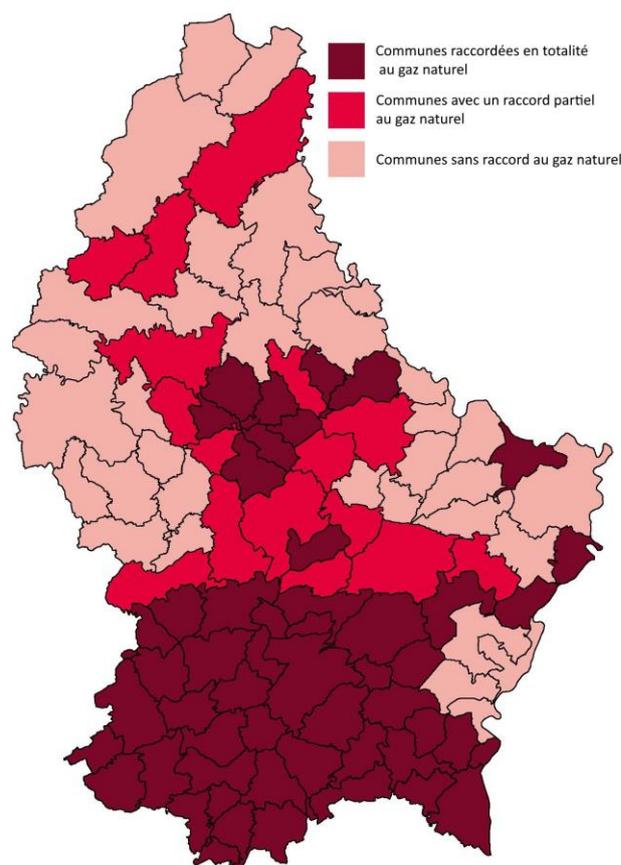
Source : STATEC, EBM 2016-2018.

Champ : ensemble des ménages résidents.

Si le gaz naturel est fourni dans la commune, le recours au mazout pour le chauffage des logements est nettement plus faible

Le pourcentage de ménages chauffant leur demeure principalement au mazout baisse très nettement de 77% dans les communes sans raccord au gaz naturel à 69% dans les communes dont le raccord est partiel et enfin à 17% dans les communes raccordées en totalité au gaz naturel (cf. carte ci-dessous). Pour ces derniers, l'abandon du mazout en faveur du gaz naturel devrait s'avérer, en moyenne, moins onéreux que le recours à des combustibles alternatifs.

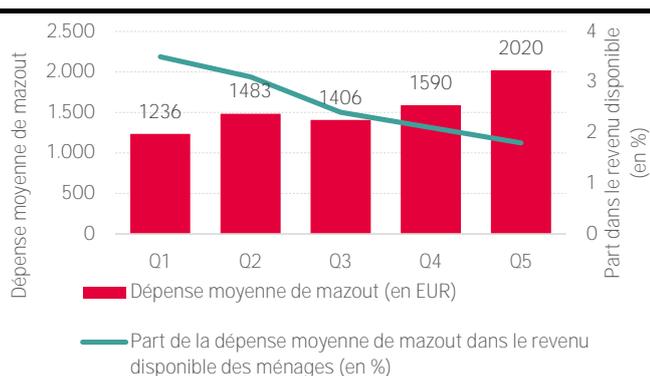
DANS LES COMMUNES ÉQUIPÉES DE CONDUITES DE GAZ NATUREL, LE CHAUFFAGE À MAZOUT EST MOINS RÉPANDU



Source : GEOPORTAIL.LU (consulté le 20.08.2019) ; STATEC, EBM 2016-2018

En 2017 on n'observe pas de lien systématique entre le niveau de vie des ménages et le recours au mazout. En revanche, parmi les ménages qui chauffent leur logement au mazout, les dépenses augmentent avec le niveau de vie, d'environ 1 200 EUR au Q1 à plus de 2 000 EUR pour les 20% les plus aisés (+38%). Cette hausse s'explique en partie par l'augmentation parallèle de la surface moyenne des demeures : 95m² pour les logements des 20% des ménages les moins aisés, 117m² (Q2), 129m² (Q3), 142m² (Q4) et enfin 167m² (Q5).

LE MAZOUT EST UNE CHARGE PLUS LOURDE POUR LES MÉNAGES LES MOINS AISÉS



Source : STATEC, EBM 2016-2018.

Champ : ménages résidents qui chauffent leur logement principalement au mazout.

En moyenne, les ménages qui chauffent leur logement principalement au mazout ont dépensé 1 545 EUR en 2017, ce qui correspond à 2.4% de leur revenu moyen. La charge financière du mazout est d'autant plus importante que le niveau de vie du ménage est faible (cf. graphique ci-dessus).

Cette même conclusion s'impose lorsque l'ensemble des produits pétroliers (carburants et mazout) consommés par les ménages résidents sont considérés : leur part dans le revenu disponible baisse progressivement de 3.7% pour les 20% des ménages les moins aisés, à 3.5% (Q2), 2.9% (Q3), 2.6% (Q4) et enfin à 1.6% pour les 20% des ménages les plus aisés.

Méthodologie et définitions

Cette publication exploite principalement les données de l'enquête permanente sur le budget des ménages (EBM) réalisée au cours des années 2016, 2017 et 2018 auprès d'un échantillon représentatif de la population résidente au Luxembourg. Les dépenses sont centrées pour l'année 2017.

Sont aussi exploitées les données de l'enquête sur les conditions de vie des ménages (EU-SILC) de l'année 2017. L'enquête EU-SILC (European Union - Statistics on Income and Living Conditions) vise à connaître les revenus et conditions de vie des personnes et des ménages dans les Etats de l'Union Européenne. L'enquête est réalisée chaque année auprès d'un échantillon représentatif de la population résidant au Luxembourg.

Le revenu équivalent, ou le niveau de vie, est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation. Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage et il permet de comparer les conditions de vie des ménages dont la taille et/ou la composition diffère. Le nombre d'unités de consommation dans chaque ménage est déterminé selon l'échelle d'équivalence dite « de l'OCDE modifiée », qui attribue 1 unité de consommation au premier adulte du ménage, 0.5 unités de consommation aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0.3 unités de consommation aux enfants de moins de 14 ans.

Pour déterminer les quintiles de niveau de vie des ménages, les ménages sont ordonnés en ordre croissant de leurs niveaux de vie et les valeurs du niveau de vie qui séparent cette série ordonnée en cinq parties égales constituent les quintiles. Le quintile 1 est le niveau de vie au-dessous duquel se situent 20% des niveaux de vie. Donc les ménages du quintile 1 sont les 20% les moins aisés et ceux du quintile 5 sont les 20% les plus riches.

Références bibliographiques

STATBEL (2017) Un tiers de nos dépenses consacré au logement, <https://statbel.fgov.be/fr/themes/menages/budget-des-menages>

INSEE (2018) Équipement automobile des ménages en 2015, https://www.insee.fr/fr/statistiques/2012694#tableau-TCRD_001_tab1_departements

DESTATIS (2018), Private Haushalte - Einkommen, Konsum, Wohnen. Auszug aus dem Datenreport 2018, p. 207, https://www.destatis.de/DE/Service/Statistik-Campus/Datenreport/Downloads/datenreport-2018-kap-6.pdf?_blob=publicationFile&v=4

Ioana Salagean

STATEC

ioanacristina.salagean@statec.etat.lu

(+352) 247-84374

www.statistiques.lu

ISSN 2304-7135